

La Pologne

Valérie Sobotka

Historienne

La Pologne, plus peut-être que tout autre pays d'Europe centrale, réserve des surprises : tantôt grande puissance, tantôt État miné par l'anarchie intérieure, ses frontières englobent parfois des espaces immenses qui se réduisent ensuite à une peau de chagrin. Des images fortes et complexes surgissent au fil du récit, celle en particulier de cette Pologne du XVIe siècle brillante, tolérante, entité plurireligieuse ouverte aux influences européennes à laquelle succède un siècle plus tard un pays déclinant, paralysé, où les forces conservatrices dominent.

La grande plaine polonaise, qui se perd à l'est de l'Oder et de la Vistule dans les steppes de l'Eurasie, est l'une des principales voies d'accès vers l'occident pour les grandes vagues de migrants qui se succèdent du paléolithique au Xe siècle. L'épisode le plus important est l'irruption au VIIe siècle des premiers Slaves. Païens, divisés en multiples tribus, ils se sédentarisent pour pratiquer une agriculture de clairières. Les Polanes, « peuple des champs découverts », se fixent probablement sur les rives de la Warta, non loin du site de l'actuelle ville de Poznan. L'ascension de Piast, paysan polone, fera l'objet de récits largement mythologiques dans les chroniques des siècles suivants. Son élection à la couronne royale aurait été annoncée par deux grands étrangers... La réalité est sans doute autre. Le prince Miesko, chef des Polanes, parvient à partir de la deuxième moitié du Xe siècle à imposer son autorité aux tribus slaves de la région. Ainsi, vers l'an 1000, les Piast contrôlent un territoire correspondant à peu près à celui de la Pologne actuelle, tandis que l'expression Princeps Poloniae apparaît sur les premières pièces de monnaie. Cette expansion fut possible grâce à une habile politique d'alliance auprès des puissances voisines. En 964, Miesko se soumet à l'empereur saxon Othon le Grand, auquel il paie le tribut, et un an plus tard épouse la princesse Dubravka, fille du duc de Bohême. Son mariage semble contemporain de sa conversion et de celle de son peuple au christianisme. Adhésion brutale et superficielle, suivie au siècle suivant de violents soulèvements anti-chrétiens et d'une recrudescence du paganisme.

Anarchie féodale et restauration dans la Pologne des Piast

Après la mort en 1025 du fils de Miesko, Boleslav, la Pologne entre dans une période de chaos. Si ce dernier avait non sans mal réussi à obtenir de l'empereur le titre royal, aucun des Piast ne parviendra à vraiment imposer aux Grands la règle de la primogéniture. Les conflits dynastiques sont donc récurrents et propices aux ingérences extérieures. Ainsi, l'empereur Henri III, inquiet de l'exploitation que pourrait faire la Bohême de l'anarchie régnant en Pologne, porte au pouvoir en 1039 l'énergique Casimir le Rénovateur. Celui-ci parvient à restaurer l'ordre intérieur en s'appuyant sur l'Église et la petite aristocratie. Cette politique a toutefois un prix. En fondant sur le modèle occidental une chevalerie largement dotée en terres, Casimir favorise la montée en puissance des petite et moyenne noblesses, forces susceptibles de s'opposer à l'avenir au pouvoir royal. Les XIIe et XIIIe siècles montrent la fragilité de cet édifice : le royaume renoue avec les

querelles de succession. Boleslav III, dit Bouche torse, croit trouver une issue en promulguant un testament d'un nouveau type, divisant son royaume entre ses quatre fils, l'aîné ayant théoriquement autorité sur les cadets. Cette initiative amorce en réalité le démantèlement de l'État. Au XIII^e siècle, le royaume finit ainsi par compter vingt-quatre duchés héréditaires, fruits de partages à répétition. Cette Pologne où le pouvoir central n'est plus que formel ne peut résister aux ambitions des chevaliers Teutoniques. Appelé en 1226 par le duc Konrad de Mazovie désireux de soumettre les Pruzes, l'ordre militaire prend le contrôle de la Prusse et de la Livonie puis fonde son propre État avec l'appui du pape et de l'empereur.

Ces deux siècles de désordre politique sont pourtant marqués par une transformation de la société et des mentalités. Les superstitions et les pratiques syncrétiques régressent au profit d'une christianisation plus profonde, notamment grâce à l'arrivée de nombreux clercs étrangers, en majorité des Allemands. Cette germanisation prend une nouvelle ampleur lorsqu'au XIII^e siècle l'aristocratie fait appel aux paysans allemands pour défricher et fonder des villes sur le modèle germanique. Mais essor économique et évolution des esprits contrastent avec la paralysie et l'anarchie politiques. Les aspirations à une restauration de l'autorité monarchique grandissent. Ainsi le recollement des membres du très populaire saint Stanislaw, démembré au XI^e siècle, devient le symbole du pays divisé. L'Église se trouve de plus en plus investie d'une mission politique. L'archevêché de Gniezno, commun à toute la Pologne, apparaît comme la dernière institution unitaire. Les deux derniers Piast, qui se succèdent de 1320 à 1370, savent répondre à ces attentes. Ladislas le Bref réunit la Grande et Petite Pologne en s'appuyant une nouvelle fois sur les chevaliers contre les princes diviseurs. Casimir le Grand engage une politique de centralisation et de modernisation administratives, utilisant pour cela les compétences des juristes de la nouvelle université de Cracovie, formés à Bologne ou Paris. Le roi laissa, selon son chroniqueur, « une Pologne construite en dur alors qu'il l'avait trouvée en bois », riche de splendides bâtiments gothiques.

L'âge d'or de la Pologne

En 1370, conformément à l'accord signé à Visegrad trente et un ans plus tôt, Louis d'Anjou, roi de Hongrie, succède à Casimir, mort sans héritier. L'union est de courte durée. En 1382, la noblesse polonaise élit le grand-duc de Lituanie, futur Vladislav II Jagellon, roi de Pologne contre la promesse de récupérer les terres perdues. De l'union polono-lituanienne naît en effet une grande puissance capable d'affronter l'État teutonique. En 1466, après treize années de guerre, le second roi Jagellon, Casimir IV, finit par porter à l'ordre le coup fatal. Les chevaliers cèdent alors à la Pologne la Poméranie ainsi que la moitié ouest de la Prusse, qui prend le nom de Prusse royale. Le grand maître conserve la Prusse orientale mais se reconnaît vassal du roi polonais.

Pour obtenir la contribution des petite et moyenne noblesses à l'effort de guerre, Casimir doit toutefois concéder à cette dernière une cascade de nouveaux privilèges consacrés par la constitution de 1505, *Nihil novi*. Ce texte, qui stipule que désormais rien de nouveau ne pourrait être décidé sans l'accord de la diète, privait en réalité le roi de sa liberté législative.

La menace teutonique écartée, le royaume connaît au XVI^e siècle son Siècle d'or, phase de prospérité économique et d'essor culturel sans précédent. L'aristocratie développe la céréaliculture tandis que Cracovie, Poznan, Lvov et surtout Dantzig, membre depuis 1361 de la Ligue hanséatique, exportent des grains dans toute l'Europe. L'université de Cracovie, grand foyer humaniste, connaît son heure de gloire avec Nicolas Copernic et les travaux de son école d'astronomie. Le roi fait remanier le château du Wavell dans le style Renaissance, tandis que nobles et patriciens érigent palais et hôtels de ville de style italien. Dès 1525, la Pologne bascule dans la Réforme d'abord luthérienne puis, à partir de 1550, calviniste. Après une courte phase de répression, le roi Zygmund August opte pour la tolérance, accordant la liberté de culte aux Réformés. La Pologne, depuis Casimir le Grand refuge pour les juifs persécutés et chassés

d'Europe occidentale, mérite alors bien son nom de « pays sans bûchers ».

Le début d'un déclin

Le roi mort sans héritier en février 1572, la Pologne renoue avec les querelles dynastiques. La diète s'accorde finalement sur le principe de l'élection du futur monarque au suffrage direct par la noblesse. Son choix se porte en mai 1573 sur le candidat le moins connu, Henri de Valois, frère de Charles IX. Il doit préalablement accepter les « articles henriciens » qui consacrent le pouvoir des magnats et la naissance d'une République nobiliaire. La diète siègera dorénavant selon une périodicité fixe et le roi sera placé sous la tutelle permanente de quatre sénateurs. La noblesse se voit reconnaître un droit de désobéissance dès lors qu'elle estime que le roi enfreint la loi et les privilèges établis. Jusqu'au partage de 1772, les monarques s'engageront tous à respecter ces prérogatives aristocratiques. Au même moment, la Pologne rompt définitivement avec les règles successorales en vigueur dans les autres monarchies européennes. Le roi étant systématiquement élu, les maisons princières se succèdent désormais sans continuité. Après la fuite d'Henri de Valois quatre mois après son sacre, la diète élit Étienne Batory, puis en 1586 Sigismond III Vasa, fils du roi de Suède. Ces deux monarques tentent sans succès de briser un système qui limite leurs pouvoirs. Plus grave, la République nobiliaire se distingue par une paralysie croissante de ses institutions. La diète applique à partir du XVIIe siècle la règle du vote à l'unanimité, ou *liberum votum*. Ses décisions s'avèrent en outre toujours plus dépendantes des égoïsmes locaux aux dépens de la raison d'État. On constate un affaiblissement inquiétant des grandes institutions. Ainsi, l'interdiction faite au roi depuis 1646 de lever des troupes sans vote de la diète prive le pays d'une armée permanente et réduit dangereusement ses capacités défensives. Dans le même temps, la Pologne s'éloigne de l'esprit du Siècle d'or. À la fin du XVIe siècle, la Contre-Réforme progresse sous l'action efficace des jésuites qui reçoivent l'appui d'Étienne Batory, puis de Sigismond III, princes catholiques. Ce dernier, conseillé par le prédicateur jésuite de la cour Piotr Skarga, accorde une tolérance toujours plus réduite aux réformés. Au début du XVIIe siècle, les derniers temples protestants sont fermés, exception faite de ceux de Prusse royale. En quelques décennies, la religion catholique redevient majoritaire dans une Pologne qui demeure néanmoins le plus vaste ensemble pluriconfessionnel d'Europe.

Du « déluge » au premier partage

De 1648 à 1660, toute une série de cataclysmes s'abat sur le pays. Au cours de ces années auxquelles les historiens polonais donneront plus tard le nom de « déluge », le pays est envahi par la Russie, venue porter assistance aux Cosaques d'Ukraine révoltés, et par la Suède, désireuse de contrôler les rives sud de la Baltique. La Pologne sort dévastée de ces guerres. Elle perd le tiers de sa population et une partie des terres agricoles est réduite à l'état de friches. Au même moment, la baisse du prix des grains sur le marché européen plonge les villes polonaises dans la crise. L'esprit de tolérance n'est plus qu'un souvenir. À partir de 1688, tout catholique qui changerait de religion est passible de la peine de mort. Les juifs commencent à faire figure de boucs émissaires pour une opinion publique désorientée, comme le montre une suite de procès. La noblesse se replie dans une attitude frileuse et conservatrice. Elle pousse à l'extrême corvées et redevances, convaincue comme jamais de sa supériorité et du caractère inaliénable de ses privilèges. L'impression dominante est celle d'un effondrement des valeurs morales et civiques dont la création artistique se fait l'expression, avec en particulier un art baroque qui semble hanté par la mort.

La Pologne a l'illusion d'un redressement avec l'élection en 1674 de Jean III Sobieski. À la tête de l'armée impériale, le roi remporte une victoire décisive contre les Turcs devant les portes de Vienne, le 12 septembre 1683. La Pologne ne tire toutefois aucun avantage de ce triomphe, signe du faible poids qui est désormais le sien sur la scène internationale. Plus grave, la fin du règne de Jean III est marquée par une ingérence croissante des cours étrangères qui stipendient les magnats pour défendre leurs intérêts et entraver les initiatives de Sobieski. À la mort de ce dernier, en

1697, les pressions extérieures se font plus fortes. L'électeur de Saxe, August II le Fort, est élu roi grâce à l'appui de la Russie et de l'Autriche, lesquelles entendent bien ensuite faire payer leur soutien à leur protégé. Dès 1700, Pierre le Grand entraîne ainsi la Pologne dans une guerre de vingt et un ans contre la Suède. Envahie en 1704, elle sort du conflit dévastée.

La Pologne fait désormais de plus en plus figure d'instrument au service des puissances ascendantes que sont la Russie et la Prusse – lesquelles convoitent également son territoire dans la mesure où l'existence de l'État polonais constitue un obstacle à leurs plans d'expansion. Lorsque Stanislas-August Poniatowski, poussé par la puissante famille des Czartoryski, tente d'engager les réformes susceptibles de mettre un terme à l'anarchie intérieure, les réactions sont immédiates. Conscientes que leurs intérêts communs vont à l'encontre d'une restauration de l'ordre en Pologne, la Russie et la Prusse exigent que le roi renonce à ses projets et en particulier à la suppression du *liberum veto*. La diète et le roi cèdent et après que Catherine II a envoyé des troupes à Varsovie, reconnaissent la Russie comme garant officiel des « droits cardinaux ». Un protectorat s'installe, premier pas vers le partage.

Le 25 juillet 1772, la Russie, la Prusse et l'Autriche, qui ne veut pas laisser le champ libre à Frédéric II, signent le traité de Saint-Pétersbourg. « Par crainte de la décomposition totale de l'État polonais », lit-on dans ce document, les trois puissances amputent son territoire de 211 000 kilomètres carrés, soit plus du quart de sa superficie. Joseph II prend la Galicie et la ville de Lvov. Frédéric II, qui se voit refuser l'annexion de Dantzig, fait siennes la Poméranie et la Prusse occidentale, réalisant ainsi la jonction entre l'est et l'ouest de son royaume. La Russie s'approprie pour sa part un territoire de 92 000 kilomètres carrés à l'est de la Lituanie et de la Biélorussie. Subsiste un État polonais de onze millions d'habitants, avec un roi et des institutions sous tutelle.

Du sursaut national au partage final

« On n'osa s'y opposer, tel fut le débrouillement du chaos polonais », écrira Voltaire trois ans plus tard. Le choc de 1772 et les Lumières qui gagnent alors la Pologne vont toutefois provoquer le réveil d'une élite aristocratique. Cultivés, ouverts à toutes les formes de la culture occidentale – surtout française – ils aspirent au redressement de la Pologne et à l'introduction de réformes conformes à l'esprit des Lumières. Cette minorité active profite de la guerre russo-turque, qui éclate en juillet 1787 et à laquelle se joint ensuite l'Autriche, pour se libérer du protectorat russe. La diète, soutenue par Stanislas Poniatowski, se déclare permanente et engage une politique de réformes, alors que les débuts de la Révolution française donnent au mouvement un nouvel élan. Une constitution parvient à être votée le 3 mai 1791, malgré les dissensions croissantes qui opposent conservateurs et progressistes.

À l'extérieur, les menaces se précisent. Après avoir signé la paix avec les Turcs, Catherine II regarde à nouveau vers la Pologne. Il suffira d'un appel lancé par des magnats hostiles à la constitution pour déclencher l'intervention russe. En juillet 1792, les troupes de l'impératrice entrent dans Varsovie. Cinq mois plus tard, la Prusse, soucieuse de ne pas laisser les Russes régler seuls ce problème, envoie des troupes en Pologne.

Le deuxième partage de la Pologne s'organise. La Prusse annexe la Posnanie ainsi que Gdansk et Torun ; à l'est la Russie occupe la Podolie et une partie de la Volhynie. Cette nouvelle spoliation provoque en avril 1794 le soulèvement de Varsovie, Cracovie et Wilno, après que Kosciuszko, général et patriote, a lancé un appel à la nation. Ayant remporté plusieurs victoires, l'officier instaure une dictature inspirée de la Terreur jacobine. L'intervention des trois grandes puissances mettra rapidement un terme à cette expérience révolutionnaire. Cracovie, Wilno et, en novembre 1794, Varsovie capitulent alors que Stanislas Poniatowski se place sous la protection de Catherine II avant d'abdiquer. L'année suivante, la Prusse, la Russie et l'Autriche se partagent

officiellement ce qui restait de la Pologne.

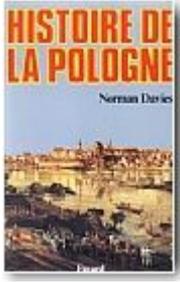
Finis Poloniae, aurait déclaré le roi déchu, réfugié à Saint-Pétersbourg peu avant sa mort. Le souvenir de la constitution de 1791 et la révolte de Kosciuszko survivent cependant : élevé au rang de mythe, ce dernier alimentera au XIXe siècle les discours d'un mouvement national désormais ascendant.

Valérie Sobotka

Novembre 2009

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



Histoire de la Pologne
Norman Davies
Fayard, Paris, 1985



Histoire des Juifs en Pologne : du XVIe siècle à nos jours (LB)
Daniel Tollet
Histoire
Presses Universitaires de France, Paris, 1992